

Forum social européen : mobilisation pour une autre utilisation de l'euro et de la BCE

« C'est un petit événement », remarquait un orateur en parlant des militants assidus venus participer en nombre au séminaire du Forum social européen (FSE) sur la Banque centrale européenne et l'euro (1). « Je ne m'attendais pas à voir un public si nombreux et si attentif participer à un débat sur un sujet trop souvent réservé aux initiés », renchérissait Jörg Huffschmid, animateur du réseau européen d'économistes pour des politiques économiques alternatives en Europe. La recherche d'une autre utilisation de la Banque centrale européenne, pour mettre « l'euro au service de l'emploi », a en effet tenu une place remarquable dans les débats du rassemblement « altermondialiste (2) ».

C'est le contraire qui aurait eu de quoi surprendre au moment où le statut et les objectifs de la BCE, intégralement repris du traité de Maastricht, constituent une pièce maîtresse du projet de Constitution européenne. Comment imaginer une « autre Europe », dotée d'un autre modèle social, sans remettre en cause la domination des marchés financiers sur les politiques économiques et les gestions d'entreprises, dont la Banque centrale européenne constitue le principal verrou institutionnel ?

Dominique Plihon, président du conseil scientifique d'ATTAC, avait déjà souligné, lors d'un autre séminaire tenu le même jour au FSE (3), que la BCE s'occupe trop de la quantité de monnaie en circulation et pas assez des moyens de financement mis à la disposition des agents économiques. Pourtant, ce ne sont pas les crédits qui ont manqué à l'économie européenne depuis la création de l'euro ; entre le dernier trimestre 1997 et le premier trimestre 2003, les moyens de financement (crédits et emprunts obligataires) mis à la disposition des agents économiques euro-

péens se sont accrus de 37 % pendant que le produit intérieur brut en volume de la zone euro augmentait de moins de 13 %. Plus encore que la quantité de monnaie mise en circulation par les opérations de crédit des banques, c'est donc la qualité de cette monnaie et de ce crédit qui importe : les financements vont-ils aux investissements créateurs d'emplois et contribuant à l'élévation des qualifications des salariés, ou favorisent-ils au contraire la hausse des prix des actifs financiers et les exportations de



capitales destinées aux opérations de restructuration des grands groupes ?

À partir de cette interrogation, des propositions précises ont été formulées au Forum social européen pour réorienter l'action de la BCE : des crédits sélectifs pour favoriser les investissements créateurs d'emplois et la formation, fondés sur un usage différencié des réserves obligatoires et des taux d'intérêt pratiqués par l'Eurosystème dans le refinancement des crédits aux entreprises ; un rééquilibrage des pouvoirs entre la BCE, les gouvernements et les institutions communautaires ; une contribution de l'Europe à une remise en cause de l'hégémonie du dollar pour stabiliser le système monétaire international autour d'une monnaie commune mondiale gérée par des institutions

financières internationales profondément transformées...

Les économistes auteurs de ces propositions s'attendaient-ils à les voir converger aussi précisément avec les revendications des syndicalistes représentant les personnels des banques centrales qui, quotidiennement, veillent à la qualité de la monnaie dans ses différentes dimensions ? En France, en Belgique et dans toute l'Europe, les banques centrales nationales exercent de multiples tâches techniques, depuis l'impression et l'entretien des billets jusqu'à l'accueil des ménages

surendettés dans le cas de la Banque de France. Elles disposent, à travers leurs fichiers, leurs centrales de bilans, leurs enquêtes de conjoncture, d'une connaissance très détaillée des entreprises et de leur financement. Cette connaissance pourrait leur servir, en s'appuyant davantage sur les compétences de leurs personnels, pour aller au-delà d'une régulation globale et indifférenciée des taux d'intérêt de marchés, vers une mobilisation de la création monétaire pour répondre aux attentes des citoyens européens en matière d'emploi et de lutte contre l'insécurité sociale.

Au-delà de l'assentiment que recueillent assez largement ces propositions, restent des différences quant à la perspective dans laquelle elles sont formulées. Faut-il se contenter de réactiver des techniques telles que les bonifications d'intérêt, qui – comme le rappelait Liêm Hoang Ngoc, du conseil scientifique d'ATTAC, au séminaire sur la BCE – ont fait leurs preuves dans les années soixante-dix ? Ou bien – comme l'a soutenu Frédéric Cordoba qui, dans le même séminaire, représentait la revue *Économie et politique* – la radicalité de la crise actuelle oblige-t-elle à remettre plus profondément en cause les objectifs et les pouvoirs qui président à l'utilisation des moyens dont disposent les banques centrales ? Les objectifs : non pas seulement favoriser la croissance en général et le « plein-emploi » au sens où les économistes l'entendent, c'est-à-dire le « moins mauvais » taux de chômage permis par le fonctionnement du marché du travail, mais participer à la construction d'une sécurité d'emploi ou de formation pour éradiquer le chômage et apporter une réponse économiquement efficace aux besoins sociaux. Les pouvoirs : non pas déléguer l'exécution d'une « bonne politique » à un pouvoir central dont on a expérimenté, depuis 1983, l'incapacité répétée à imposer une autre politique que celle que réclament les marchés financiers, mais opposer à la « tyrannie » des marchés la force des mobilisations sociales et des pouvoirs qu'elles peuvent conquérir dans les institutions. Précisé-



ment, ces institutions très particulières que sont les banques centrales pourraient être des « portes d'entrée » du mouvement populaire dans le domaine jusqu'à présent inaccessible du pouvoir financier. Un point d'appui très utile pourrait être trouvé dans les luttes syndicales qui se déroulent en leur sein, comme à la Banque de France depuis l'annonce de la « restructuration » de son réseau de succursales, jusqu'à la BCE elle-même dont le personnel vient tout récemment de menacer de faire grève pour la reconnaissance de ses droits syndicaux.

Ces directions de travail paraissent d'autant plus intéressantes qu'elles correspondent aux questions posées, au séminaire sur la BCE, par un public attentif et exigeant : quels moyens mettre en œuvre pratiquement pour résister à la domination des marchés financiers ? Comment porter aux politiques économiques néo-libérales une critique qui ne reste pas enfermée dans les mots et les concepts du système capitaliste ? Contact a été pris entre les participants, pour poursuivre les échanges, les recherches et les mobilisations amorcées au Forum social européen. ■

1. Ce séminaire était organisé par la fédération des Finances CGT et son syndicat de la Banque de France, la fédération CFDT des Banques, l'internationale syndicale des services UNI Europa Finances, le syndicat Setca de la Banque nationale de Belgique, le Forum social grec.

2. Cf. Thomas Ferenczi et Michel Delbergh, « De débats en séminaires, ces idées qui ébauchent un 'autre monde' », *Le Monde*, 15 novembre 2003.

3. Séminaire « pour des politiques économiques alternatives en Europe » organisé par ATTAC France, European Economists for an alternative economic policy in Europe, la FSU, la Ligue des droits de l'homme.